

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2082

14 août 2015

### SOMMAIRE

Al Masaryk (Luxembourg) S.à.r.l. ....	99899	Hines - Moorfield Brindley 6 S.à r.l. ....	99892
Benetton Real Estate International S.A. ....	99927	Hipergest S.A. ....	99893
Bertia S.A. ....	99917	Immo-Kiem S.A. ....	99892
CD-Gest S.à r.l. ....	99890	Les Pros du Bâtiment Sàrl ....	99893
Celtic S.à.r.l. ....	99918	LHM Holding Lux ....	99897
Central European Realty Corporation S.à r.l. .....	99890	Liberfy S.A. ....	99895
Cie d'Investissement Foncier HealthCare S.A. .....	99890	Librairie de l'Ecole S.à r.l. ....	99897
Clear Nano Technologies AG ....	99902	Logistis Luxembourg Feeder S.A. ....	99894
Correlia Immobiliers S.A. ....	99902	LSREF3 GTC Holdings S.à r.l. ....	99895
Costeley Development S.A. ....	99927	LTS Commercial Road S.à r.l. ....	99894
Cyrnea Sud SA ....	99902	Lucasnel S.A. ....	99896
Doosan Power Systems S.A. ....	99927	LUG S.à r.l. ....	99895
Estimo ....	99898	Lupercus Capital S.A. ....	99895
Frankel MZ S.à r.l. ....	99906	Luso-Self S.à.r.l. ....	99896
Gambini International S.A. ....	99891	Luxcleaning System s.à.r.l. ....	99896
Generation XXI S.A. ....	99891	Luxplan ....	99897
GFII First Investments S.A. ....	99891	Mariposa ....	99894
Glanbia Cheesip-Luxembourg Branch ....	99936	Maxtron S.à r.l. ....	99894
Guimofi ....	99891	Metecno S.à.r.l. ....	99897
GWC Conseil S.à r.l. ....	99934	M & F Constructions s.à r.l. ....	99896
Hal Investments S.à r.l. ....	99893	SEB Alternative Strategies SICAV ....	99907
HGS International S.à r.l. ....	99890	Sela Holding S.à r.l. ....	99926
Hime Holding 2 S.A. ....	99891	SynerTrade S.A. ....	99901
Hime Holding 3 S.A. ....	99893	Syniverse Luxembourg Holdings 1 S.à r.l. ...	99901
Hines - Moorfield Brindley 4 S.à r.l. ....	99892	The H Touch ....	99890
		UBS Fund Management (Luxembourg) S.A. .....	99933

**CD-Gest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 65.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015091936/9.

(150102851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

---

**Central European Realty Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 170.831.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015091884/10.

(150103718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

---

**Cie d'Investissement Foncier HealthCare S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 108.903.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015091890/10.

(150103640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

---

**The H Touch, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7535 Mersch, 29, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 160.083.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 29.05.2015, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen.

Référence de publication: 2015094776/11.

(150104481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

---

**HGS International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 156.026.

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (conforme Art. 314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

HGS International S.à r.l.

Johannes de Zwart

*Gérant*

Référence de publication: 2015096776/14.

(150107319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Gambini International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 141.324.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015096740/9.  
(150107683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Generation XXI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.  
R.C.S. Luxembourg B 93.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015096742/10.  
(150107541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

Signature.

**GFII First Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.  
R.C.S. Luxembourg B 117.670.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
*P our GFII First Investments S.A.*  
Référence de publication: 2015096743/10.  
(150107162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Guimofi, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 33.575.

*Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 15 avril 2015*

L'Assemblée générale renouvelle le mandat du gérant unique Madame Ludivine ROCKENS, employée privée, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg pour une durée indéterminée.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015096756/12.  
(150107585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Hime Holding 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 180.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue J-F Kennedy  
L - 1855 LUXEMBOURG  
Signature

Référence de publication: 2015096778/13.  
(150107569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Immo-Kiem S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8328 Capellen, 52, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 131.505.

—

*Extrait des résolutions adoptées lors de la réunion du conseil d'administration en date du 11 mai 2015*

- Démission de Mr Paul FELLER de son poste d'Administrateur.

Cooptation au poste d'Administrateur de:

- Dr Lony FLIPO-SCHUMACHER, née le 13/01/1940 à NIEDERFEULEN (Luxembourg) et résidant au 73 rue Carnot, F-60200 Compiègne.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée de 2018. Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine Assemblée Générale Annuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

IMMO-KIEM S.A.

Référence de publication: 2015096806/17.

(150107504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Hines - Moorfield Brindley 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 11.056.804,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.943.

—

*Extrait du procès-verbal des résolutions des Associés prises en date du 9 juin 2015*

L'Associé Unique de Hines - Moorfield Brindley 4 S.à r.l. (la «Société») a décidé comme -d'accepter la démission de:

\* Monsieur Graham Sidwell en tant que gérant B de la Société à partir du 9 juin 2015;

- de nommer:

\* Monsieur Philippe Detournay, né à Hal, (Belgique), le 9 avril 1966, demeurant professionnellement à 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société à partir du 9 juin 2015, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Hines - Moorfield Brindley 4 S.à r.l.

Référence de publication: 2015096765/18.

(150107914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Hines - Moorfield Brindley 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 9.906.873,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.954.

—

*Extrait du procès-verbal des résolutions des Associés prises en date du 9 juin 2015*

L'Associé Unique de Hines - Moorfield Brindley 6 S.à r.l. (la «Société») a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

\* Monsieur Graham Sidwell en tant que gérant B de la Société à partir du 9 juin 2015;

- de nommer:

\* Monsieur Philippe Detournay, né à Hal, (Belgique), le 9 avril 1966, demeurant professionnellement à 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société à partir du 9 juin 2015, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Hines - Moorfield Brindley 6 S.à r.l.

Référence de publication: 2015096767/19.

(150107944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Hal Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 123.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096773/9.

(150107808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Les Pros du Bâtiment Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4450 Belvaux, 111, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 190.263.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2015098447/11.

(150108910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

**Hime Holding 3 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 180.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue J-F Kennedy

L - 1855 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2015096779/13.

(150107570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Hipergest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 30.417.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 9 décembre 2014*

- La démission de Monsieur Christian FRANCOIS de son mandat d'Administrateur est acceptée;
- La cooptation de Monsieur Jean-Hugues DOUBET, né le 7 mai 1974 à Strasbourg (France), employé privé, domicilié professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Christian FRANCOIS, démissionnaire, est acceptée. Il terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019;
- Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les administrateurs élisent en leur sein un Président en la personne de Madame Régine BARBIER. Cette dernière assumera cette fonction pendant la durée de son mandat, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2019.

Fait à Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Certifié sincère et conforme

*Le Conseil d'Administration*

R. BARBIER / K. FOURNARI

*Administrateur et Président du Conseil d'Administration / Administrateur*

Référence de publication: 2015096780/21.

(150107718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Logistis Luxembourg Feeder S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 140.269.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2015098454/10.

(150108761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

**Mariposa, Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 187.094.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 15 juin 2015, les actionnaires ont pris décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé e KPMG Luxembourg, avec siège social au 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015098477/13.

(150108484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

**LTS Commercial Road S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 10.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 194.614.

**EXTRAIT**

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales en date du 19 juin 2015 que l'associé unique de la Société, LTS Student HoldCo S.A., a transféré l'intégralité des 1.000.000 parts sociales de la Société à LTS Ewer Hammersmith S.à r.l., une société à responsabilité limitée domiciliée au 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194.597.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 juin 2015.

Référence de publication: 2015098459/15.

(150108349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

**Maxtron S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 88.382.

*Extrait des décisions prises par l'associée unique avec effet au 4 mai 2015*

1. Monsieur Mark VRIJHOEF a démissionné de son mandat de gérant avec effet immédiat.
2. Monsieur Joel CÁRDENAS SAN MARTÍN, administrateur de sociétés, né à Bilbao (Espagne), le 3 mars 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 24.06.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *MAXTRON S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015098496/16.

(150108921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

**LSREF3 GTC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 177.929.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015098457/10.

(150108461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

**LUG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 124.134.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour LUG S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015098462/12.

(150108737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

**Liberfy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 110.851.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

LIBERFY S.A.

Référence de publication: 2015098452/15.

(150108466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

**Lupercus Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 161.802.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 juin 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015098464/17.

(150108611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

**Lucasnel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.  
R.C.S. Luxembourg B 101.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2015098461/10.

(150108198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

**M & F Constructions s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3464 Dudelange, 5, rue Jean Eiffes.  
R.C.S. Luxembourg B 186.572.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015098475/10.

(150108034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

**Luxcleaning System s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9011 Ettelbruck, 184, rue de Bastogne.  
R.C.S. Luxembourg B 95.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015098469/11.

(150108006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

**Luso-Self S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3450 Dudelange, 40, rue du Commerce.  
R.C.S. Luxembourg B 54.792.

*Assemblée Générale Extraordinaire du 27 avril 2015*

*Ordre du jour:*

1. Transfert de siège social

*Résolutions prises:*

*Les associés:*

1) Monsieur RAMOS PINTO José Maria, gérant technique, né au Portugal, le 27 janvier 1947, demeurant à L-3332 Fennange, 1 rue des Champs (100 parts);

2) Madame RAMALHO GUERRA Maria Albertina, pensionnée, née au Portugal, le 9 juillet 1948, demeurant à L-3332 Fennange, 1 rue des Champs (400 parts);

de la société à responsabilité limitée LUSO-SELF, ayant son siège social à L-3515 Dudelange, 211 route de Luxembourg;  
Ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

Les associés décident de transférer l'adresse du siège social de L-3515 DUDELANGE, 211 route de Luxembourg à L-3450 DUDELANGE, 40 rue du Commerce

Fait à Dudelange, le 27 avril 2014 en 4 exemplaires.

RAMOS PINTO José Maria /  
RAMALHO GUERRA Maria Albertina.

Référence de publication: 2015098467/23.

(150108096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.



**LHM Holding Lux, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 192.036.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015098450/10.

(150108168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

**Luxplan, Société Anonyme.**

Siège social: L-8303 Capellen, 85-87, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 18.420.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015098474/13.

(150108663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

**Librairie de l'Ecole S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4490 Belvaux, 2, rue de l'Usine.  
R.C.S. Luxembourg B 182.349.

*Extrait de cession de parts sociales*

Suite à la cession de parts sociales en date du 19 juin 2015 sous seing privé, nous confirmons que les associés de la société sont désormais:

Madame DE JESUS ROSA Marlene ..... 100 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Mme DE JESUS ROSA Marlene

Référence de publication: 2015098453/15.

(150108257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

**Metecno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 141.024.

*Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 27 mai 2015*

1. Mme Virginie DECONINCK a démissionné de son mandat de gérante.
2. Mme Karoline WILLOT, administrateur de sociétés, née à Uccle (Belgique), le 11 janvier 1983, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, rue Eugène Ruppert 6 (Luxembourg), a été nommée comme gérante de classe A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Metecno S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015098511/16.

(150108862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

**Estimo, Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 84.932.

---

**DISSOLUTION**

L'an deux mille quinze, le quatre juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire de la société ESTIMO (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B, sous le numéro 84932. La société a été constituée en date du 9 novembre 2001 suivant un acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°516 du 3 avril 2002.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois le 13 janvier 2005 suivant un acte reçu de Maître Paul BETTINGEN, susmentionné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°435 du 11 mai 2005.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Jacqueline HONYMUS, expert-comptable, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

La présidente nomme comme secrétaire Madame Suet Sum WONG, juriste, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Sonia BOULARD, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, la présidente déclare et requiert le notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Modification de l'article 2 des statuts, lequel se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.»

2. Modification de l'article 15 des statuts, lequel se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième jeudi du mois de juin à 9.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.»

3. Modification de l'article 16 des statuts, lequel se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.»

II) Le nom des actionnaires, le nombre d'actions détenues par chacun d'eux et le nom de leur mandataire sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est dûment représentée à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) La présidente constate que la présente assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

La présidente soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui ont toutes été prises à l'unanimité des voix.

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'article 2 des statuts, lequel se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.»

*Seconde résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'article 15 des statuts, lequel se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième jeudi du mois de juin à 9.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.»

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'article 16 des statuts, lequel se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 16.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ mille euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Jacqueline HONYMUS, Suet Sum WONG, Sonia BOULARD, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 juin 2015. Relation GAC/2015/4816. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015095144/82.

(150105299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

**AI Masaryk (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 193.752.

In the year two thousand and fifteen, on the ninth of June.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

“AI Global Investments & CY S.C.A.”, a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 140.619,

here represented by Mrs. Caroline SCULTEUR, maître en droit, with professional address in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on the 5<sup>th</sup> of June 2015.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of “AI Masaryk (Luxembourg) S.à r.l.”, (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its registered office at 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 193.752, incorporated pursuant to a notarial deed dated 23 December 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) number 484 of 21 February 2015.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to enact the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder decides to increase the Company's share capital by an amount of one million six hundred eighty-two thousand US Dollars (USD 1,682,000.00), so as to raise it from its present amount of eighteen thousand US Dollars (USD 18,000.00) up to one million seven hundred thousand US Dollars (USD 1,700,000.00) by the issue of one million

six hundred eighty-two thousand (1,682,000) new shares (collectively referred as the “New Shares”), each having a par value of one US Dollar (USD 1.00) and having the same rights and obligations as set out in the Company's articles of incorporation, paid up by a contribution in cash amounting to one million six hundred eighty-two thousand US Dollars (USD 1,682,000.00) to be then entirely allocated to the share capital of the Company.

#### *Subscription/Payment*

The one million six hundred eighty-two thousand (1,682,000) New Shares are subscribed by “AI Global Investments & CY S.C.A.”, prenamed, paid up by a contribution in cash of an amount of one million six hundred eighty-two thousand US Dollars (USD 1,682,000.00).

The total contribution of one million six hundred eighty-two thousand US Dollars (USD 1,682,000.00) is entirely allocated to the share capital of the Company.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

#### *Second resolution*

As a consequence of the above-mentioned resolution, article 5.1 of the articles of incorporation of the Company is amended and now reads as follows:

**Art. 5. Share Capital.** The Company's share capital is set at one million seven hundred thousand US Dollars (USD 1,700,000.00) represented by one million seven hundred thousand (1,700,000) shares of one US Dollar (USD 1.00) each having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, “Shareholders” means the holders at the relevant time of the Shares and “Shareholder” shall be construed accordingly.

#### *Costs and Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the presently deed are estimated at approximately three thousand five hundred euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le neuf juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«AI Global Investments & CY S.C.A.», une société en commandite par actions constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.619,

ici représentée par Madame Caroline SCULTEUR, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 5 juin 2015.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique d'«AI Masaryk (Luxembourg) S à r.l.» (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 Rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 193.752, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 23 décembre 2014 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 484 du 21 février 2015.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d'un million six cent quatre-vingt-deux mille Dollars US (USD 1.682.000,00), de façon à l'accroître de son montant actuel de dix-huit mille Dollars US (USD 18.000,00) à un million sept cent mille Dollars US (USD 1.700.000,00), par l'émission d'un million six cent quatre-vingt-deux mille (1.682.000) nouvelles parts sociales, chacune ayant une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1,00) (collectivement désignées comme les «Nouvelles Parts Sociales»), ayant les mêmes droits et obligations tels que décrits dans les statuts de la Société, payées par un apport en numéraire d'un montant d'un million six cent quatre-vingt-deux mille Dollars US (USD 1.682.000,00), alloué ensuite entièrement au capital social de la Société.

### *Souscription/Paiement*

Les un million six cent quatre-vingt-deux mille (1.682.000) Nouvelles Parts Sociales sont souscrites par «AI Global Investments & CY S.C.A.», prénommée, et payées par un apport en numéraire d'un montant d'un million six cent quatre-vingt-deux mille Dollars US (USD 1.682.000,00).

L'apport total d'un million six cent quatre-vingt-deux mille Dollars US (USD 1.682.000,00) est entièrement alloué au capital social de la Société.

Les documents justificatifs de la souscription ont été présentés au notaire soussigné.

### *Seconde résolution*

A la suite de la résolution ci-dessus, l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

#### **Art. 5. Capital Social.**

5.1 Le capital social de la Société est d'un million sept cent mille Dollars US (USD 1.700.000,00) représenté par un million sept cent mille (1.700.000) parts sociales, d'une valeur d'un US Dollar (USD 1,00) chacune (les «Parts Sociales»); ayant les droits et obligations tel que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, «Associés» signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et «Associé» devra être interprété conformément.

### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, supportés par la Société à raison du présent acte, sont approximativement estimés à trois mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. SCULTEUR, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 juin 2015. Relation: EAC/2015/13182. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): SANTIONI.*

Référence de publication: 2015098016/108.

(150108705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---

#### **SynerTrade S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 114.106.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2015.

Référence de publication: 2015095604/10.

(150105762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

---

#### **Syniverse Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 177.979.

---

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse du Gérant de classe B, à savoir Mathieu Gangloff, a fait l'objet d'un changement.

La nouvelle adresse est la suivante: 56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015095605/14.

(150105407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

---

**Correlia Immobiliers S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 135.438.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015091966/10.

(150102879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

**Cyrnea Sud SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.087.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CYRNEA SUD S.A.  
Société Anonyme

Référence de publication: 2015091978/11.

(150103666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

**Clear Nano Technologies AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 197.755.

## STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den neunundzwanzigsten Mai.

Vor Uns Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz zu Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

- Alexander VALENZUELA GARCIA, Architekt, wohnhaft in D-01277 Dresden (Deutschland), Tolkewitzerstraße 48.

Vorbenannte Person ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer von ihr zu gründenden Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1.** Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung "CLEAR NANO TECHNOLOGIES AG" gegründet.

**Art. 2.** Die Gesellschaft wird gegründet für eine unbestimmte Dauer von heute angerechnet. Sie kann frühzeitig aufgelöst werden durch Entscheid der Aktionäre, entscheidend so, wie im Falle einer Statutenänderung.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, ökonomischer oder sozialer Natur die normale Aktivität der Gesellschaft behindern oder bedrohen, so kann der Sitz der Gesellschaft durch einfache Entscheidung des Verwaltungsrates in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg oder sogar ins Ausland verlegt werden und zwar so lange bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse.

**Art. 4.** Die Gesellschaft hat zum Zweck die Abwicklung von kommerziellen, industriellen und finanziellen Geschäften, unter welcher Form auch immer, aller Geschäfte welche sich auf Mobiliar und Immobilienwerte beziehen sowie die Beteiligung an anderen Gesellschaften.

Desweiteren kann sie Gesellschaften an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung gewähren, sei es durch Darlehen, Garantien und Vorschüsse.

Die Gesellschaft kann alle Arten von Wertpapieren und Rechten erwerben, dieselben verwalten und verwerten.

Die Gesellschaft kann generell alle Tätigkeiten und Geschäfte betreiben welche mittelbar oder unmittelbar mit ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängen.

**Art. 5.** Das gezeichnete Aktienkapital beträgt EINUNDSDREISSIGTAUSEND EURO (31.000.- €), eingeteilt in DREIHUNDERTZEHN (310) Aktien mit einem Nominalwert von je HUNDERT EURO (100.- €), welche eine jede Anrecht gibt auf eine Stimme in den Generalversammlungen.

Die Aktien, je nach Wahl des Eigentümers, sind Inhaberaktien oder lauten auf Namen.

Die Aktien können, auf Wunsch des Besitzers, aus Einzelaktien oder aus Aktienzertifikaten für zwei oder mehr Aktien bestehen.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluß der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

**Art. 6.** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der mindestens aus drei Personen bestehen muss, welcher aus seinen Reihen einen Vorsitzenden wählt und bei einer Einpersonenaktiengesellschaft aus einem Mitglied bestehen kann. Sie werden ernannt für eine Dauer die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Der Vorsitzende kann auch durch die Generalversammlung ernannt werden.

**Art. 7.** Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt Vorauszahlungen auf Dividenden zu machen, im Rahmen der Bedingungen und gemäß den Bestimmungen welche durch das Gesetz festgelegt sind.

Der Verwaltungsrat oder die Generalversammlung kann die ganze oder teilweise tägliche Geschäftsführung, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend diese Geschäftsführung, an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Agenten übertragen, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Die Gesellschaft wird verpflichtet sei es durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige Unterschrift des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds oder des Verwaltungsratsvorsitzenden oder des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 8.** Die Gesellschaft wird bei Gericht als Klägerin oder als Beklagte durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch die hierzu speziell bestellte Person rechtsgültig vertreten.

**Art. 9.** Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare überwacht. Sie werden ernannt für eine Dauer, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

**Art. 10.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember.

**Art. 11.** Die jährliche Generalversammlung tritt am Gesellschaftssitz oder an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am 3. Freitag des Monats Mai jeden Jahres um 10.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

**Art. 12.** Um der Generalversammlung beiwohnen zu können, müssen die Besitzer von Inhaberaktien fünf volle Tage vor dem festgesetzten Datum ihre Aktien hinterlegen. Jeder Aktionär hat das Recht selbst zu wählen oder einen Mandatar zu bestellen. Letzterer muß nicht unbedingt Aktionär sein.

**Art. 13.** Die Generalversammlung hat die weitestgehenden Befugnisse um alle Akte, welche die Gesellschaft interessieren zu tätigen oder gutzuheißen. Sie entscheidet über die Zuweisung und über die Aufteilung des Nettogewinns.

Die Generalversammlung kann beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

**Art. 14.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf dessen spätere Änderungen.

#### *Übergangsbestimmungen*

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2015.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt im Jahre 2016.

#### *Kapitalzeichnung*

Die Aktien wurden durch den einzigen Aktieninhaber gezeichnet.

Das gezeichnete Kapital wurde bar in voller Höhe eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von EINUNDREISSIGTAUSEND EURO (31.000,- €) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

#### *Bescheinigung*

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, daß die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

#### *Schätzung der Gründungskosten*

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr EINTAUSEND EURO (1.000,- €).

*Außerordentliche Generalversammlung*

Sodann hat der Erschienenene in einer außerordentlichen Generalversammlung folgende Beschlüsse gefaßt:

*Erster Beschluß*

Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf einen (1) festgelegt und die der Kommissare auf einen (1).

Zu Verwaltungsratsmitglieder wird ernannt:

- Alexander VALENZUELA GARCIA, vorgeannt.

*Zweiter Beschluß*

Zum Kommissar wird ernannt:

- LCG INTERNATIONAL AG (RC B 86.354), mit Sitz in L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

*Dritter Beschluß*

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden am Tage der Generalversammlung welche über das Geschäftsjahr 2020 befindet.

*Vierter Beschluß*

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt die Anschrift der Gesellschaft abzuändern innerhalb der Gemeinde in der sich der statutarische Gesellschaftssitz befindet.

*Fünfter Beschluß*

Gemäß den Bestimmungen des Artikels 60 des Gesetzes über die Gesellschaften und Artikel 7 der gegenwärtigen Satzung, ist der Verwaltungsrat ermächtigt unter seinen Mitgliedern ein oder mehrere geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder welche befugt sind die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift zu verpflichten für alles was die tägliche Geschäftsführung anbelangt (administrateur-délégué) zu bezeichnen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

Der unterzeichnete Notar, welcher der deutschen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, daß der Text der vorliegenden Urkunde auf Wunsch der Parteien in deutsch abgefaßt ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, daß es der Wunsch der Parteien ist, daß im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text der deutsche Text Vorrang hat.

Und nach Vorlesung und Erklärung an den Erschienenen hat derselbe Uns Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

**Follows the English translation:**

In the year two thousand fifteen, on the twenty-ninth day of May.

Before Us Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

Has appeared:

- Alexander VALENZUELA GARCIA, architect, residing in D-01277 Dresden (Germany), Tolkewitzerstraße 48.

Such appearing party has requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a société anonyme which he declared to organize among himself.

**Art. 1.** Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a société anonyme is hereby formed under the title "CLEAR NANO TECHNOLOGIES AG".

**Art. 2.** The Corporation is established for an unlimited period from the date thereof. The Corporation may be dissolved prior by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

**Art. 3.** The Head Office of the Company is in Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Head Office of the Company, the Head Office of the Company may be transferred by decision of the board of directors to any other locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, until such time as the situation becomes normalised.

**Art. 4.** The company's object is, as well in Luxembourg as abroad, in the one hand, in whatever form, any industrial, commercial, financial, personal or real estate property transactions, which are directly or indirectly in connection with the creation, management and financing, in whatever form, of any undertakings and companies having any object in whatever form, as well as, in the other hand, the management and development, permanently or temporarily, of the portfolio created for this purpose.

The Company may take participating interests by any means in any business, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favour its development or the extension of its operations.



**Art. 5.** The subscribed capital is set at THIRTY ONE THOUSAND EURO (31.000.- €) represented by THREE HUNDRED TEN (310) shares with a par value of HUNDRED EURO (100.- €) each, carrying one voting right in the general assembly.

All the shares are, at the owner's option, in bearer or nominative form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of Incorporation.

The company can proceed to the repurchase of its own shares within the bounds laid down by the law.

**Art. 6.** The company is administrated by a Board comprising at least three members. It can be administrated by one director in case of unipersonal company. Their mandate may not exceed six years. The chairman is elected by the General Meeting.

**Art. 7.** The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The General Assembly or the Board of Directors may delegate all or part of the powers of the Board of Directors concerning the daily management of the Company's business, either to one or more directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company.

All acts binding the company must be signed by two directors or by the sole signature of the managing director or by the president of the Board of Directors, or by the sole director.

**Art. 8.** Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

**Art. 9.** The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

**Art. 10.** The Company's business year begins on the first of January to the thirty-first of December of each year.

**Art. 11.** The annual General Meeting is held on the 3<sup>rd</sup> friday of the month of May at 10.00 o'clock at the Company's Head Office, or at another place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

**Art. 12.** To be admitted to the General Meeting, the owner of bearer shares must deposit them five full days before the date fixed for the meeting; any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not be a shareholder himself.

**Art. 13.** The General Assembly has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

The General Assembly may decide that profits and distributable reserves are assigned to the redemption of the stock, without reduction of the registered capital.

**Art. 14.** For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

#### *Transitory dispositions*

- 1) The first accounting year will begin today and will end on December 31, 2015.
- 2) The first annual general meeting of shareholders will be held in 2016.

#### *Subscription*

The capital has been subscribed by the sole shareholder.

All these shares have been paid up in cash to the extent of one hundred per cent, and therefore the amount of THIRTY ONE THOUSAND EURO (31.000.- €) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

#### *Statement*

The notary declares that he has checked the existence of the conditions listed in Article 26 of the commercial companies act and states explicitly that these conditions are fulfilled.

#### *Costs*

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company, or charged to it for its formation, amount to about ONE THOUSAND EURO (1,000.- €).

*Extraordinary General Meeting*

The appearing person takes the following resolutions in an extraordinary general meeting:

*First resolved*

The number of Directors is set at one (1) and that of the auditors at one (1).

The following is appointed Director:

- Alexander VALENZUELA GARCIA, prenamed.

*Second resolved*

Is elected as auditor:

- LCG INTERNATIONAL AG (RC B 86.354), with registered office in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

*Third resolved*

Their terms of office will expire after the annual meeting which will approve the financial statements of the year 2020.

*Fourth resolved*

The address of the company is fixed at L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

The Board of Directors is authorized to change the address of the company inside the municipality of the company's corporate seat.

*Fifth resolved*

Pursuant to article 60 of the company law and article 7 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors is authorized to elect one or more managing director(s) of the Company with such powers as are necessary to bind the Company with his (theirs) sole signature for the day-to-day management.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in German followed by an English translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German texts, the German version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surnames, Christian names, civil status and residences, the said appearing person signed with Us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: VALENZUELA GARCIA, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 mai 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 16631. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): MOLLING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015095936/222.

(150106307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

**Frankel MZ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 196.432.

Il résulte qu'en date du 21 avril 2015:

Barnes & Fitch S.à r.l., avec adresse au 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

A transféré

12,500 parts sociales

à TSM Services (Luxembourg) S.à r.l., avec adresse au 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015102210/17.

(150112042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

**SEB Alternative Strategies SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 199.247.

—  
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FIFTEEN, ON THE FOURTH DAY OF AUGUST.

Before Us, Maitre Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maitre Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) to whom remains the present deed.

There appeared:

SEB Asset Management S.A. a company organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under the RCS number B 28.468,

represented by Mrs Sophie LOZINGUEZ, senior officer - fund legal, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated on August 4, 2015.

The proxy given, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party represented as stated above, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

**Art. 1. Name.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a “société anonyme” qualifying as a “société d’investissement à capital variable” under the name “SEB Alternative Strategies SICAV” (hereafter “the Company”).

The Company qualifies as an alternative investment fund (“AIF”) under the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as may be amended and/or supplemented from time to time (the “Law of 2013”) and is subject to the rules of part II of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended and/or supplemented from time to time (the “Law of 2010”).

**Art. 2. Duration.** The Company is established for an indefinite period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

**Art. 3. Object.** The main object of the Company is to invest the funds available to it in units of collective investment undertakings, in securities and other assets permitted by law. These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the shareholders the result of the management of the Company’s assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2010 and by the Law of 2013.

**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company is established in Howald (municipality of Hesperange), Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

**Art. 5. Share capital.** The initial capital is forty thousand Euro (EUR 40,000) divided into four hundred (400) fully paid-up shares of no par value.

The capital of the Company shall be represented by shares of no par value fully paid up and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in article twenty-eight hereof.

The minimum capital of the Company, which must be achieved within six months after the date on which the Company has been authorized as a collective investment undertaking under Luxembourg law, may not be less than one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-).

Such shares may be of different classes and categories following the criteria to be determined by the board of directors and as stated in the sales documents.

The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in such instruments as described in article three above pursuant to the investment policy determined by the board of directors in respect of the relevant class of shares.

The board of directors shall establish a pool of assets constituting a sub-fund within the meaning of article 181 of the Law of 2010, for each class of shares or for one or more categories of shares in the manner described in article twenty-seven hereof.

**Art. 6. Issue of shares.** The board of directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid-up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

Furthermore, the board of directors may temporarily discontinue or finally suspend the issue of shares in any given sub-fund without any prior notice to shareholders, if it determines that this is in the best interests of the relevant sub-fund and of the existing shareholders.

Whenever the Company offers shares for subscription after the initial subscription period, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class or category as determined in compliance with the article twenty-eight hereof as of such Valuation Day. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors and as stated in the sales documents. The price so determined shall be payable within the period laid down in the Company's sales documents.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé").

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in EUR, be translated into EUR and the capital shall be the total net assets of all the classes.

**Art. 7. Form of shares.** The Company may issue shares as registered form, with or without fractional shares, as the board of directors may decide. Shares will be recorded in a nominal account or may be made available through securities settlement systems. Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price.

The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him.

The registered shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent.

Such address will also be entered in the register of shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends and to all other actions on a prorata basis.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders, at their addresses in the register of shareholders. Transfer of registered shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also recognize any other evidence of transfer satisfactory to it.

Every transfer of a registered share shall be entered in the register of shareholders. The Company will recognize only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners or bare owners and usufructuaries vis-à-vis the Company.

**Art. 8. Restrictions on ownership.** The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as «Prohibited Persons»).

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for

the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within fifteen (15) days' of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company will compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder.

The price at which each such share is to be redeemed (the «redemption price») shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant class as at the Valuation Date, specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company, all as determined in accordance with article 25 below, less any service charge provided therein.

Payment of the redemption price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the redemption price following, if applicable, surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto, if any. Upon service of the notice as aforesaid, if applicable, such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the redemption price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or Classes of Shares. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

The exercise by the Company of the power conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

US Persons as defined in this article may constitute a specific category of Prohibited Person.

The Company has not been and will not be registered under the United States Investment Company Act of 1940 as amended (the "Investment Company Act"). The shares of the Company have not been and will not be registered under the United States Securities Act of 1933 as amended (the "Securities Act") or under the securities laws of any state of the US and such shares may be offered, sold or otherwise transferred only in compliance with the Securities Act of 1933 and such state or other securities laws. The shares of the Company may not be offered or sold within the US or to or for the account, of any US Person. For these purposes, US Person is as defined in Rule 902 of Regulation S under the Securities Act.

Rule 902 of Regulation S under the Securities Act defines US Person to include inter alia any natural person resident of the United States and with regards to investors other than individuals, (i) a corporation or partnership organised or incorporated under the laws of the US or any state thereof; (ii) a trust (a) of which any trustee is a US Person except if such trustee is a professional fiduciary and a co-trustee who is not a US Person has sole or shared investment discretion with regard to trust assets and no beneficiary of the trust (and no settlor if the trust is revocable) is a US Person or (b) where a court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and one or more US fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to US tax on its worldwide income from all sources; or (b) for which any US Person is executor or administrator except if an executor or administrator of the estate who is not a US Person has sole or shared investment discretion with regard to the assets of the estate and the estate is governed by foreign law.

The term "US Person" also means any entity organised principally for passive investment (such as a commodity pool, Investment Company or other similar entity) that was formed:

(a) for the purpose of facilitating investment by a US Person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of Part 4 of the regulations promulgated by the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non-US Persons or (b) by US Persons principally for the purpose of investing in securities not registered under the Securities Act, unless it is formed and owned by "accredited investors" (as defined in Rule 501 (a) under the Securities Act) who are not natural persons, estates or trusts.

Applicants for the subscription to shares will be required to certify that they are not US Persons.

Shareholders are required to notify the Registrar and Transfer Agent of any change in their domiciliation status.

The Board can furthermore reject an application for subscription at any time at its discretion, or temporarily limit, suspend or completely discontinue the issue of shares, in as far as this is deemed to be necessary in the interests of the existing shareholders as an entirety, to protect the Company in the interests of the investment policy or in the case of endangering specific investment objectives of the Company.

**Art. 9. General meetings of shareholders.** Any regularly constituted general meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless the class and the category of shares held by them.

However, if the decisions are only concerning the particular rights of the shareholders of one sub-fund or if the possibility exists of a conflict of interest between different sub-funds, such decisions have to be approved by a general meeting representing the shareholders of such sub-fund.

The general meeting shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 10. Holding of the general meetings.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg Law, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Friday of the month of June at 3.00 p.m. If such day is not a bank business day, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 11. Modalities of general meetings' holding.** The quorum and time required by law shall govern the notice for and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class, is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or facsimile or similar communication.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Any shareholder wishing to assist or to be represented at any general meeting of shareholders has to inform the Company thereof at least five bank business days preceding the said meeting. The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12. Convening notices.** Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

**Art. 13. Board of directors.** The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the board of directors need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a simple majority of the directors present or represented and voting at such meeting, a director to fill such vacancy until the next shareholders' meeting.

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

**Art. 14. Board of directors' chairperson.** The board of directors shall choose from among its members a chairperson, and may choose from among its members one or more vice-chairperson.

It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairperson, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairperson shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairperson pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The board of directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

**Art. 15. Meetings and deliberations of the board of directors.** Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by e-mail or fax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax, e-mail or similar communication another director as his proxy.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a simple majority of the directors present or represented and voting at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairperson shall have a casting vote.

Resolutions signed by all the members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held.

Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, fax, e-mail or similar communication.

**Art. 16. Delegation of power.** The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as an authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company who may, if the board of directors so authorises, re-delegate such powers in turn.

**Art. 17. Minutes.** The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairperson or, in his absence, by the chairperson pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairperson, or by the secretary, or by two directors.

**Art. 18: Alternative Investment Fund Manager (hereafter “AIFM”).** The Company may appoint an external alternative investment fund manager or remain self-managed. The AIFM will, under the supervision of the board of directors, administer and manage the Company in accordance with these Articles of Incorporation, the Prospectus and under the conditions and limits laid down by Luxembourg applicable laws, and in the exclusive interest of the Shareholders. It will be empowered, subject to the rules as further set out hereafter, exercise all the rights attached directly or indirectly to the Company’s assets. Details regarding the appointment of the external alternative investment fund manager or selfmanaged structure of the Company are laid down in the Prospectus.

**Art. 19. Investment policies and restrictions.** The board of directors shall, based upon the principle of risk spreading have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the sub-fund relating thereto and the course of conduct of the management and business affairs of the Company in compliance with the prospectus of the Company and applicable laws and regulations.

The board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

In accordance with the conditions set forth in the Law of 2010, the applicable Luxembourg regulations and the prospectus of the Company, any Sub-Fund may, to the largest extent permitted, invest in one or more other Sub-Funds of the Company.

**Art. 20. Conflict of interest.** No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the SEB group, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors on its discretion.

In the conduct of its business the AIFM’s policy is to identify, manage and where necessary prohibit any action or transaction that may pose a conflict between the interests of the AIFM and the Company or its shareholders and between the interests of one or more shareholders and the interests of one or more other shareholders. The AIFM strives to manage any conflicts in a manner consistent with the highest standards of integrity and fair dealing. For this purpose, it has implemented procedures that shall ensure that any business activities involving a conflict which may harm the interests of the Company or its shareholders, are carried out with an appropriate level of independence and that any conflicts are resolved fairly.

**Art. 21. Remuneration to directors.** The Company may decide to remunerate the directors for their services at a rate determined from time to time by a general meeting of shareholders, and to reimburse reasonable expenses of same directors.

**Art. 22. Indemnification of directors.** The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 23. Corporate signature.** The Company will be bound by the joint signature of any two directors or by the individual signature of any person to whom signatory authority has been delegated by the board of directors.

**Art. 24. Auditor.** The general meeting of shareholders shall appoint an approved statutory auditor who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2010.

**Art. 25. Redemption of shares.** The Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares under the conditions to be determined by the board of directors.

The redemption price shall be paid within the delay laid down in the sales documents in accordance with the provisions of article twenty-seven hereof less a charge at a rate which may be determined by the board of directors and as stated in the sales documents.

Any request for redemption shall be irrevocable, except in the event of suspension of redemption pursuant to article twenty-seven hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

The redeemed shares shall be annulled.

No redemption by a single shareholder may, if accepted by the Company's board of directors, be for an amount of less than that of the minimum holding as may be determined from time to time by the board of directors and as stated in the sales documents.

If a redemption of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the board of directors may determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption of all his shares of such class.

The Company shall not be bound to redeem on any Valuation Day more than 10 per cent of the number of shares of any sub-fund. Redemption may therefore be deferred for not more than three Valuation Days after the date of receipt of the redemption request (but always subject to the foregoing limits). In case of deferral of redemptions, the relevant shares shall be redeemed at a price based on the net asset value per share prevailing less notional dealing charges, if any, and less a redemption charge, if any, as may be decided by the board of directors from time to time and as stated in the sales documents. For this purpose a conversion from shares of any sub-fund shall be treated as a redemption of such shares. On such Valuation Day such requests shall be complied with giving priority to the earliest request.

**Art. 26. Conversions.** Any shareholder may, in principle and under the conditions to be determined by the board of directors and more fully described in the sales documents, request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective net asset values of the shares of the relevant classes. Such conversion may bear a switching charge as determined and disclosed in the sales documents. The board of directors may also decide that an issue commission shall be paid to the Company.

No conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the board of directors, be for an amount of less than that of the minimum holding as may be determined from time to time by the board of directors and as stated in the sales documents.

If a conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the board of directors may determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the conversion of all his shares of such class.

**Art. 27. Frequency and temporary suspension of the calculation of the net asset value.** For the purpose of determining the issue, conversion and redemption price thereof, the net asset value of shares in the Company shall be determined as to the shares of each class of shares by the AIFM or its agent from time to time, but in no instance less than once a month, as the board of directors by resolution may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day").

Notwithstanding the provisions set forth in the articles 6, 25 and 26, the AIFM and the Board of Directors may suspend, as applicable, the determination of the net asset value of shares of any particular class and the issue, redemption and conversion of its shares:



1) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closing) when any market or stock exchange is closed and which is the principal market or stock exchange for a significant part of the Sub-Fund's investments, or in which trading is restricted or suspended;

2) during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Sub-Fund, or it is impossible to transfer money involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange, or it is impossible fairly to determine the value of any assets in the Sub-Fund;

3) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Sub-Fund's investments or the current prices on any stock exchange;

4) when for any reason the prices of any investment held by the Sub-Fund cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained;

5) during any period when remittance of money which will or may be involved in the purchase or sale of any of the Sub-Fund's investments cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension shall be published by the Company and shall be notified to shareholders requesting subscription, redemption or conversion of their shares in such manner, as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. During any period of suspension applications for subscription, redemption or conversion of shares may be revoked. In the absence of such revocation the issue, redemption or conversion price shall be based on the first calculation of the net asset value made after the expiration of such period of suspension.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares.

**Art. 28. Calculation of the net asset value.** The net asset value of shares of each class of shares shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of shares as determined by the board of directors and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at such time or times as the AIFM may determine at the place where the net asset value is calculated, by the number of shares of the relevant class then outstanding and by rounding the resulting sum to the nearest smallest unit of the currency concerned.

If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the AIFM may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion requests shall be treated on the basis of this second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made as described hereafter.

The assets of the Company shall include:

1) all bonds, time notes, shares, equities, units, debenture stocks, subscription rights, warrants, options, futures and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;

2) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

3) all bills and notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (provided that the Company may make adjustments with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;

6) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

7) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) Securities admitted for official listing on a stock exchange or traded in another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public in the European Union and all countries of Europe, North and South America, Asia, Australia, New Zealand and Africa are valued on the basis of the last known price. If the same security is quoted on different markets, the quotation on the principal market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be made in good faith by the AIFM or its delegate with a view to establishing the probable price for such securities;

2) Unlisted securities are valued on the basis of their probable price as determined in good faith by the AIFM or its delegate;

3) The value of the units or shares of investment funds shall be based on the last available net asset value.

4) Liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest.

The AIFM, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans and accounts payable;
- 2) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 3) an appropriate provision for future taxes as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 4) all other liabilities of the Company of whatever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Company may take into account all costs and expenses payable by the Company, including, without any limitation expenses connected with its establishment as well as the fees due to the investment advisor, the portfolio manager, the administrative agent and the depositary.

Moreover, the Company shall also bear the following expenses:

- all taxes which may be payable on the assets, income and expenses chargeable to the Company;
- standard brokerage fees and bank charges incurred by the Company's business transactions;
- all fees due to the auditor and the legal advisors to the Company;
- all expenses connected with publications and supply of information to shareholders, in particular, the cost of printing and distributing the annual and semi-annual reports, as well as any prospectuses;
- all expenses involved in registering and maintaining the Company registered with all governmental agencies and stock exchanges;
- all expenses incurred in connection with its operation and its management.

The Company may accrue nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods. All recurring expenses are directly charged to the Company's assets, whereas other expenses may be amortized over a period of 5 years.

The assets shall be pooled as follows:

The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the sub-fund established for that share class and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class shall be applied to the corresponding sub-fund subject to the provisions of this article. As the case may be, the proceeds from the issue of a category of shares increase the proportion of the net assets of such class attributable to the category of shares to be issued.

Where an asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same sub-fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant sub-fund.

In the case where an asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular sub-fund, such asset or liability shall be allocated to all the sub-funds prorata to the net asset value of each sub-fund.

When the Company incurs a liability or acquires an asset which relates to a particular sub-fund or to any action taken in connection with a particular sub-fund, such liability or asset shall be allocated to the relevant sub-fund.

For the purposes of the relations between shareholders, each sub-fund shall be treated as a single entity with its own funding, capital gains/losses, income and expenses, etc. The assets of each sub-fund affect only the liabilities of said sub-fund.

Upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any category of shares, the net asset value of such category of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

The percentage of the total net asset value allocable to each class of shares of each sub-fund shall be determined on the establishment of the Company by the ratio of the shares issued in each class to the total number of shares issued, and shall be adjusted subsequently in connection with the distributions effected and the issue and redemption of shares as follows:

- 1) on each occasion when a distribution is effected in respect of a class of shares, the net asset value of the shares in this class shall be reduced by the amount of the distribution (causing a reduction in the percentage of net asset value allocable to the shares of this class), whereas the net asset value of the shares of such other class shall remain unchanged (causing an increase in the percentage of net asset value allocable to such class of shares);
- 2) on each occasion when shares are issued or redeemed, the net asset value allocable to each class of shares shall be increased or reduced by the amount received or paid out.

For the purposes of this article:

- a. shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;
- b. shares of the Company to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- c. all assets denominated in a different currency to the respective subfund's currency are converted into this respective sub-fund's currency at the last available exchange rate; and

d. effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

**Art. 29. Accounting year.** The fiscal year shall begin on the 1<sup>st</sup> day of January of each year and shall terminate on the 31<sup>st</sup> day of December of each year.

The accounts of the Company shall be expressed in EUR. When there shall be different classes and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into EUR and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Company.

**Art. 30. Distribution policy.** Within the limits provided by law the general meeting of shareholders of each class shall, upon the proposal of the board of directors in respect of such class and category of shares, determine how the annual results shall be disposed of.

Any resolution as to the distribution to shares of a category which relates to a specific class, shall be subject only to a vote of the holders of shares of the category or categories which relate to such class.

The board of directors may decide to pay interim distributions in accordance with the law.

The payment of the distributions shall be made to the address indicated on the register of shareholders.

The board of directors may pay the distributions at such time and place it shall determine from time to time, in the currency of the respective subfund or in such other currency, upon request and at the expense of the shareholders. In the latter case, the board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash distributions upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the class relating to the relevant category or categories of shares.

No interest shall be paid on a distribution declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum prescribed by law.

**Art. 31. Depositary.** To the extent required by law, the AIFM and the Company shall enter into a depositary agreement with a credit institution, investment firm, professional depositary of assets other than financial instruments or any other eligible entity that may qualify as depositary from time to time, as these entities are defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended and/or supplemented from time to time, and which shall satisfy the requirements of the Law of 2010 and the Law of 2013 (the "Depositary"). All securities, cash and other permitted assets of the Company are to be held by or to the order of the Depositary who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Law of 2010 and the Law of 2013, the Depositary may discharge itself of liability towards the Company and its shareholders. In particular, under the conditions laid down in article 19 (14) of the Law of 2013, including the condition that the shareholders of the Company have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depositary can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in article 19 (11) point (d) (ii) of the Law of 2013. Additional details are disclosed in the prospectus.

In the event of the Depositary desiring to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find within two months a corporation to act as depositary and upon doing so the directors shall appoint such corporation to be depositary in place of the retiring Depositary. The directors may determinate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

**Art. 32. Liquidation.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the Law of 2010.

The net proceeds of liquidation corresponding to each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each sub-fund in proportion to their holding in the respective sub-fund(s).

The general meeting of shareholders of any sub-fund may, at any time and upon notice from the board of directors, decide, without quorum and at the majority of the votes present or represented, the liquidation of the same sub-fund.

(a) Furthermore, in case the net assets of any sub-fund would fall below a certain level to be decided by the board of directors or in the case the directors deem it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant sub-fund, the board of directors will be entitled, to redeem all (but not some) of the shares of that sub-fund on such period and under such conditions as laid down in the Company's sales documents. The relevant shareholders will be

informed of the decision to liquidate prior to the effective date of the liquidation, in a form permitted by laws and related regulations of the countries where the relevant shares are sold.

(b) Further to the closing of any liquidation procedure of a given sub-fund, the auditor of the Company will report upon the way the entire procedure has been conducted and shall certify the liquidation value of the shares. The net liquidation proceed will be paid to the relevant shareholders in proportion of the shares they are holding. The closure of the liquidation of a Sub-Fund and the deposit of any unclaimed amounts with the Caisse de Consignation in Luxembourg must take place within a period of time established by laws and/or regulations. The liquidation proceeds deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg will be available to the persons entitled thereto for the period established by law. At the end of such period unclaimed amounts will revert to the Luxembourg State.

Any resolution of the board of directors to liquidate a sub-fund, will entail automatic suspension of the net asset value computation of the shares of the relevant sub-fund, as well as suspension of all subscription or conversion orders, whether pending or not. Redemption may continue provided the equal treatment between the shareholders is insured.

Furthermore, in case the net assets of any sub-fund would fall below a certain level to be decided by the board of directors or in the case the directors deem it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant sub-fund, the board of directors will be entitled, to merge that sub-fund with another sub-fund of the Company or with another Luxembourg collective investment undertaking.

A merger so decided by the board of directors or approved by the shareholders of the affected sub-fund will be binding on the holders of shares of the relevant sub-fund upon expiry of the one month prior notice thereof given to them, provided that during this one month notice period, the shareholders concerned may redeem their relevant shares without redemption charge or exchange these into shares of another sub-fund of the Company without costs (a "Free Redemption or Exchange"), and provided that a merger of a sub-fund with an other Luxembourg collective investment undertaking shall, if the other collective investment undertaking is in the form of a "fonds commun de placement", only be binding on those shareholders of the Company's sub-fund who shall have approved such merger.

Further to the closing of any merger procedure, the approved statutory auditor of the Company will report upon the way the entire procedure has been conducted and shall certify the exchange parity of the shares.

**Art. 33. Amendments to the articles of incorporation.** These articles of incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

**Art. 34. Applicable law.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law of 2010, the Law of 2013 and the law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended and/or supplemented from time to time).

#### *Subscription and Payment*

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid up all the four hundred shares issued by the Company as follows:

Shareholders	Subscribed Capital	Number of Shares
SEB Asset Management S.A. ....	40,000.- EUR	400 shares
TOTAL .....	40,000.- EUR	400 shares

All the shares so subscribed have been paid up in cash so that the sum of forty thousand Euro (40,000.- EUR) is now at the disposal of the Company, proof of such subscriptions has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2,700.-.

#### *Statements*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *General Meeting of Shareholders*

The above named appearing party, represented as stated above, representing the entire subscribed capital, took the following resolutions:

#### *First resolution*

The following persons are appointed directors of the Company for a term expiring at the date of the first annual general meeting:

- Mr Peter Kubicki, Chairman, Managing Director, SEB Wealth Management, Denmark, residing professionally at Bernstorffgade 50, 1577 Copenhagen V,

- Mr Matthias Ewald, Acting Managing Director, SEB Asset Management S.A., Luxembourg, residing professionally at 4, rue Petermelchen, L-2370 Howald,

- Mr Tobias Hjelm, Global Head of Product Development & Management, SEB Investment Management AB, Stockholm, residing professionally at Sveavägen 8, SE 10640 Stockholm

*Second resolution*

The following have been appointed approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) for a term expiring at the date of the first annual general meeting:

- PricewaterhouseCoopers, société coopérative, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B65477.

*Third resolution*

The registered office of the Company is fixed at 4, rue Petermelchen, L-2370 Howald, Grand Duchy of Luxembourg

*Fourth resolution*

(1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on the last day of the year 2015.

(2) The first annual general meeting will be held in June of the year 2016.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the Law of 2010.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us, the notary, this original deed.

Signé: S. LOZINGUEZ, L. GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 06 août 2015. Relation: 1LAC/2015/25124. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015138465/597.

(150149871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

**Bertia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 87.651.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

BERTIA S.A.

FMS SERVICES S.A. / S.G.A. SERVICES S.A.

*Administrateur / Administrateur*

Michel DI BENEDETTO / Dominique MOINIL

*Représentant permanent / Représentant permanent*

Référence de publication: 2015091839/19.

(150104093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

**Celtic S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**  
Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 197.790.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of June.

Before the undersigned Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Celtic Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and governed by the laws of Luxembourg and having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, in process of being registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg,

here represented by Mrs. Caroline RONFORT, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy established on 12 June 2015.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5 and 8 the exceptional rules applying to one member company.

**Art. 2. Corporate object.**

2.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

2.3 The Company may also enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of group companies.

2.4 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.5 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

2.6 The Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

2.7 The Company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination "Celtic S.à r.l."

**Art. 5. Registered office.**

5.1 The registered office is established in Luxembourg-City.

5.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

5.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

5.4 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 - Subscribed Share Capital

6.1.1 The Company's corporate capital is fixed at USD 20,000.- (twenty thousand United States Dollars) represented by 2,000,000 (two million) shares (parts sociales) of USD 0.01 (one cent of United States Dollar) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.1.2 At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law; In such case Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply, entailing that each decision of the single shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

#### 6.2 - Modification of Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 8 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

#### 6.3 - Profit Participation

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

#### 6.4 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 6.5 - Transfer of Shares

6.5.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

6.5.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

#### 6.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

### **Art. 7. Management.**

#### 7.1 - Appointment and Removal

7.1.1 The Company is managed by a sole director (gérant) or more directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

7.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by the general meeting of shareholders.

7.1.3 A director (gérant) may be dismissed ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

7.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) shall not be compensated for his/their services as director (gérant), unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders. The Company shall reimburse any director (gérant) for reasonable expenses incurred in the carrying out of his office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board, in case of plurality of directors (gérants).

#### 7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

#### 7.3 - Representation and Signatory Power

7.3.1 In dealing with third parties as well as in justice, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article 7.3 shall have been complied with.

7.3.2 The Company shall be bound by the sole signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of any two (2) members of the board of directors (conseil de gérance).

7.3.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents and determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### 7.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Procedures

7.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant) and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

7.4.2 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary (if any), and recorded in the corporate book of the Company. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director (gérant).

7.4.3 Decisions of the sole director (gérant) shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director (gérant). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole director (gérant).

7.4.4 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance).

7.4.5 In case of plurality of directors (gérants), resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors (gérants) present or represented at such meeting.

7.4.6 Any director (gérant) may act at any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by appointing in writing another director (gérant) as his proxy. A director (gérant) may also appoint another director (gérant) to represent him by phone to be confirmed at a later stage.

7.4.7 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the directors' (gérants) meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

7.4.8 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### 7.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

### **Art. 8. General shareholders' meeting.**

8.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

8.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

8.3 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

8.4 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

### **Art. 9. Annual general shareholders' meeting.**

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 15<sup>th</sup> day of the month of June, at 11.30 a.m.

9.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

### **Art. 10. Audit.**

10.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office.

10.2 A statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

10.3 The statutory auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

10.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

10.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.



**Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.**

11.1 - Fiscal Year

The Company's fiscal year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

11.2 - Annual Accounts

11.2.1 At the end of each fiscal year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

11.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200.

**Art. 12. Distribution of profits.**

12.1 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

12.2 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

12.3 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

**Art. 13. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

13.1 The board of directors (conseil de gérance) may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of directors (conseil de gérance) showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these Articles do not allow to be distributed.

13.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these Articles.

**Art. 14. Dissolution - Liquidation.**

14.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

14.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles.

14.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 15. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

**Art. 16. Modification of articles.** The Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of shareholders, by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

*Transitional disposition*

The first fiscal year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31 December 2015.

*Subscription*

The Articles having thus been established, the party appearing declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares	Subscribed amount in USD	%
Celtic Luxembourg S.à r.l., prenamed . . . . .	2,000,000	20,000.-	100%
TOTAL . . . . .	2,000,000	20,000.-	100%

All the shares have been paid-up to the extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of USD 20,000.- (twenty thousand United States Dollars) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

*Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

### *Resolutions of the sole shareholder*

The Sole Shareholder, representing the Company's entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

1. The Company will be administered by the following directors (gérants) appointed for an undetermined period:
  - a. Mr. Thomas MORANA, employee, born on 14 June 1982 in Huy (Belgium), having his professional address at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
  - b. Mr. Andrea SANTINI, employee, born on 2 August 1983 in Milan (Italy), having his professional address at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
  - c. Mr. Tomas EKMAN, employee, born on 10 October 1967 in Sofia (Bulgaria), having his professional address at Hamngatan 13, 11147 Stockholm, Sweden;
2. The registered office of the Company shall be established at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by last name, first name, civil status and residence, she signed with Us, the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le douzième jour de juin.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

Celtic Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par le droit de Luxembourg et ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, en cours d'inscription auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Madame Caroline RONFORT, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de procuration donnée le 12 juin 2015,

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5 et 8, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

#### **Art. 2. Objet social.**

2.1 L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés en commandite.

2.2 La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

2.3 La Société peut aussi contracter toute garantie, gage ou toute autre forme de sûreté pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou d'une société du groupe.

2.4 D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

2.5 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

2.6 La Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

2.7 La Société a également la possibilité d'agir en tant qu'associé ou actionnaire à responsabilité illimitée ou limitée pour les dettes et les obligations de n'importe quelle entité luxembourgeoise ou étrangère

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: «Celtic S.à r.l.».

**Art. 5. Siège social.**

5.1 Le siège social est établi à Luxembourg - Ville.

5.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand - Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

6.1 - Capital Souscrit et Libéré

6.1.1 Le capital social est fixé à 20.000,- USD (vingt mille Dollars américain) représenté par 2.000.000 (deux millions) de parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de Dollar américain) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

6.1.2 A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 - Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de Parts Sociales

6.5.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.5.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non -associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 - Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

**Art. 7. Management.**

7.1 - Nomination et Révocation

7.1.1 La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

7.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

7.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

### 7.3 - Représentation et Signature Autorisée

7.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

7.3.2 La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux des membres du conseil de gérance.

7.3.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

### 7.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Procédures

7.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

7.4.2 Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui, signés par le président et le secrétaire (le cas échéant), seront déposées dans les livres de la Société. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un quelconque gérant.

7.4.3 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

7.4.4 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.4.5 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

7.4.6 Tout gérant pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son représentant. Un gérant pourra également désigner un autre gérant pour le représenter par téléphone, cela sera confirmé par écrit par la suite.

7.4.7 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

7.4.8 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

### 7.5 - Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

## **Art. 8. Assemblée générale des associés.**

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

## **Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.**

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 15<sup>ème</sup> jour du mois de juin, à 11.30.

9.2 Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

#### **Art. 10. Vérification des comptes.**

10.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

10.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

10.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

10.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

10.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord

#### **Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.**

##### 11.1 - Exercice Social

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

##### 11.2 - Comptes Annuels

11.2.1 A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

#### **Art. 12. Distribution des profits.**

12.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

12.2 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

12.3 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

#### **Art. 13. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.**

13.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

13.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents Statuts.

#### **Art. 14. Dissolution - Liquidation.**

14.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

14.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

14.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

**Art. 15. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

**Art. 16. Modification des statuts.** Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 31 Décembre 2015.

#### *Souscription*

Les Statuts ainsi établis, la partie comparante déclare souscrire l'intégralité du capital comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit USD	% du capital social
Celtic Luxembourg S.à r.l., préqualifiée . . . . .	2.000.000	20.000,-	100%
TOTAL . . . . .	2.000.000	20.000	100%

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que le montant d'USD 20.000,- (vingt mille Dollars américain) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

#### *Résolutions de l'associé unique*

L'associé unique précité, représentant tout le capital souscrit, a tout de suite adopté les résolutions suivantes:

1. La Société est gérée par les gérants suivants nommés pour une période indéterminée:
  - a. Monsieur Thomas MORANA, salarié, né le 14 juin 1982 à Huy (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
  - b. Monsieur Andrea SANTINI, salarié, né le 2 août 1983 à Milan (Italie), ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
  - c. Monsieur Tomas EKMAN, salarié, né le 10 octobre 1967 à Sofia (Bulgarie), ayant son adresse professionnelle à Hamngatan 13, 11147 Stockholm, Suède.
2. Le siège social de la Société est établi au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la prédite partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Ronfort, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/18628. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015096566/470.

(150107486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

#### **Sela Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 122.436.

#### **CLÔTURE DE LIQUIDATION**

#### *Extrait*

Par jugement rendu en date du 21 mai 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée SELA HOLDING SARL, dont le siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, a été dénoncé en date du 5 août 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Jonathan BURGER

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2015100786/17.

(150110865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

**Costeley Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 140.994.

Les comptes au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015091971/10.

(150104082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

**Doosan Power Systems S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 125.754.

*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique à l'assemblée générale du 31 mai 2015*

1. Les mandats des administrateurs: Monsieur Ji Taik Chung, Monsieur Daejin Choi, Monsieur Myong Dong Ryu, Monsieur Kwang Seob Jung, Monsieur Myeongho Jang et Monsieur Mark Allen ont été renouvelés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

2. Le mandat de Deloitte Audit, réviseur d'entreprises agréé a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Doosan Power Systems S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015091991/17.

(150103622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

**Benetton Real Estate International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.  
R.C.S. Luxembourg B 79.876.

In the year two thousand and fifteen, on the tenth of August.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Schematrentanove S.p.A., an Italian società per azioni established and existing under the laws of Italy, having its registered office at 20/D, Viale G. G. Felissent, 31020 Villorba (TV), Italy, registered with the Treviso Register of Companies under number 00193320264,

the sole shareholder of the Company, exercising the powers reserved to the general meeting in accordance with article 67(1) second paragraph of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended,

here represented by Mrs. Laetitia Zuanel, employee, having her professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of one (1) proxy given under private seal on August 10, 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the public limited company (société anonyme) established and existing under the laws of Luxembourg, having its registered seat at 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 79.876, under the name "Benetton Real Estate International S.A.", incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary then residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated December 21, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 608, dated August 7, 2001 and whose bylaws have not been amended since then.

II. The Company's share capital is set at one hundred sixteen million six hundred thousand Euro (EUR 116.600.000,00) represented by eleven million six hundred sixty thousand (11,660,000) shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10,00) each.

III. It is intended to implement a merger by virtue of which the Company shall be absorbed by Schematrentanove S.p.A, prenamed, (the Absorbing Company, collectively referred to with the Company as the Merging Companies) (hereafter the Merger).

IV. For the implementation of the Merger between the Merging Companies, a common plan for the cross-border merger by absorption of the Company by the Absorbing Company (the Common Plan) has been drafted and signed which stipulates the terms of the planned Merger. The Common Plan was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1694, dated July 9, 2015 and published in the Italian Official Gazette on June 27, 2015 pursuant to the national law of the Absorbing Company.

V. The sole shareholder takes the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder acknowledges and ratifies the completion of the following preliminary conditions to the Merger:

a) The managing bodies of the Merging Companies have adopted the Merger Proposal and the Common Plan, which has been published pursuant to article 262 of the Luxembourg Law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1694, dated July 9, 2015 and published in the Italian Official Gazette on June 27, 2015 pursuant to the national law of the Absorbing Company.

b) The documents, provided for by article 267 of the Luxembourg law (the Luxembourg Law) and by article 2501 septies of the Italian Civil Code (the Italian Law), have been available for consultation at the Company's registered office for a period of one month prior to the date of the present resolutions.

c) The sole shareholder of the Company has received and acknowledged all the financial and legal documents related to the Merger.

*Second resolution*

The sole shareholder approves the Common Plan, pursuant to which the Company will be merged and acquired by the Absorbing Company and will transfer to the Absorbing Company all its assets and all its liabilities, without any restriction or limitation under a universal title of succession, including its Lithuanian branch, namely Benetton Real Estate International S.a. Filialas, located at Gedimino Avenue 5A, Vilnius, Lithuania, as well as the participations indicated in the below table:

Participations	Registration number	Registered Seat	Number of shares / nominal value
Benetton France S.à r.l	390 302 768	37, rue de Châteaudun - 75009 PARIS (France)	n. 6.528.590 shares/ nominal value € 15,24 each
Benetton 2 retail Comercio de Productos Texteis SA	56523	Rua De Santa Catarina, 181, 4000- 450 Porto, Santo Ildefonso Porto, Portugal	n. 500 shares/ nominal value € 1,00 each
Benetton Real Estate Austria GmbH	FN199 918 Y	Wollzeile 3/Lugeck 6, 1010 Wien, Austr	n. 1 share with nominal value € 2.425.000,00
Benetton Realty Portugal Imobiliaria SA	NIPC 503 559 911	Rua de Santa Catarina, n 181, freguesia de Santo Ildefonso, 4000-450 Porto, Portugal	n. 19.920 shares/nominal value € 5,00 each
Benetton Real Estate Belgique SA	0450.365.456	Rue Neuve 9/-11, 1000 Bruxelles, Belgique	n. 1.432.821 shares without nominal value
Real Estate Russia OOO	51477462895326	3, Bolshoy Gnezdnikovskiy Pereulok,125009 Moscow Russian Federation	n. 1.200.100 shares/nominal value RUR 100,00 each
Property Russia OOO	5147746345005	3, Bolshoy Gnezdnikovskiy Pereulok, 125009 Moscow Russian Federation	n. 100 shares/nominal value RUR 100,00 each
Benetton Latvia LLC	40003856978	Krisjana Barona iela 29-9, Riga LV-1011 - Latvia	No. 6.300 shares/nominal value of LVL 100,00 each
Hotel Union LLC	70351945	Boulevard Bill Clinton BI 5/H1 no.1, Pristina, Kosovo	n. 16.000 shares/nominal value € 200,00 each
Benetton Real Estate Kazakhstan LLP	81336-1910- TOO (IU)	157 Shevchenko Str., Almalinskiy district, Almaty, Kazakhstan	n. 1 share with nominal value of KZT 62.920.000,00
Real Estate Ukraine LLC	34495354	42-A Khreschatyk Str., Kiev - 01001 Ukraine	n.1 share with nominal value USD 7.921,00
Benetton Real Estate Azerbaijan LLC	1107-T24-4335	Cafar Cabbarli Street 44, Baku AZ1010 - Republic of Azerbaijan	n. 100 shares/nominal value USD 1.300,00 each
Kaliningrad Real Estate OOO	5147746289554	3, Bolshoy Gnezdnikovskiy Pereulok, 125009 Moscow	n. 100 shares/nominal value RUR 100,00 each



99929

		Russian Federation	
Benetton Nekretnine	MBS 65-01- 0380-12	Dalmatinska 6 , Sarajevo Sarajevo-Centar Bosnia Hersegovina	n. 1 share with nominal value of BAM 20,00
d.o.o.- Sarajevo			
Benetton Istanbul Real Estate Emlak Yatirim ve Insaat Ticaret Limited Sirketi	647534	Buyukdere Caddesi, Noramin Is Merkezi, B/4, 34398 Maslak, Istanbul, Turkey	n. 1.370.655 shares/nominal value TL 25,00 each
Benetton International	6115	Shop n. 49, 1 <sup>st</sup> Floor, (com 1), Sadaf Building, Faze 4 of Sadaf Town, Kish Island	n. 98 shares/nominal value IRR 1.000.000,00 each
Kish P.J.S.C.			
Benetton Realty	5258642	Suite 409, Bridge Group Building, Enhtaivni Avenue - 13343 Ulaanbaatar, Mongolia	n. 1 share with nominal value MNT 115.000.000,00
Sukhbaatar LLC			
Benetton Mexicana	(not available)	Lago Zurich 245, Piso 14-02 Colonia Ampliación Granada, Delegación Miguel Hidalgo, C.P. 11520 México, D.F. Mexico	N. 108 shares/nominal value MXN 1,00 each
S.A de C.V.			
Olimpias Manufacturing Tunisia Sàrl	B113732003	Route de Sousse-Oued Hamdoun, 5012 Sahline -Tunisia	n. 2 shares/nominal value TND 100,00 each
Benetton de Commerce International Tunisie Sàrl	B24225092010	Route de Sousse Mahdia; ML 82 5012, Tunisia	n. 1 share with nominal value TND 100,00

*Third resolution*

The sole shareholder acknowledges that the Merger shall become effective (the Effective Date) under the provisions of the national laws of the Absorbing Company, namely as of the date of the registration of the merger deed with the Companies' register of Treviso, unless the merger deed provides for a later date. The Merger shall have the following consequences ipso jure, as from the Effective Date in compliance with article 272 of the laws of the Luxembourg Law and the Italy Law:

- a) the Absorbing Company acquires, under a universal title of succession all the assets and liabilities (entire estate) of the Company, and the Absorbing Company becomes the universal assignee of the Company;
- b) the Company ceases to exist;
- c) cancellation of the shares of the Company;
- d) all other consequences, as listed in the Common Plan.

As a result, the sole shareholder acknowledges that the Absorbing Company is the full and only legal owner of all the assets and liabilities transferred by the Company by virtue of the Merger as from the Effective Date, and that it has the legal and beneficial entitlement of the same assets and liabilities as from the Effective Date as well.

*Fourth resolution*

The sole shareholder grants full and complete discharge to the members of the board of directors of the Company for the performance of their duties until the Effective Date.

*Fifth resolution*

The accounting books and documents of the Company will be kept during a period of five (5) years at the registered office of the Absorbing Company.

*Sixth resolution*

The sole shareholder acknowledges that the articles of association of the Absorbing Company are enclosed to the Common Plan.

*Seventh resolution*

The sole shareholder acknowledges that the board of directors of the Absorbing Company shall retain its composition and its rights as they presently exist and are entered in the Treviso Registrar of Companies.

*Certificate of Merger fulfilment*

The undersigned notary certifies that, pursuant to article 271 (2), first paragraph of the Luxembourg Law:

- the Merger has been made in compliance with all laws and regulations applicable in the Grand Duchy of Luxembourg,
- all formalities, bailments or publications relating thereto have been lawfully and completely fulfilled.

According to article 273ter (3) of the Luxembourg Law, the Company will be struck off from the Luxembourg Trade and Companies Register with effect as from the date on which the notification by the Treviso Registrar of Companies of the effectiveness of the Merger in Italy is received by the Luxembourg Trade and Companies Register.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

#### **Version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le dix août.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

Schematrentanove S.p.A., une société par actions à actionnaire unique (società per azioni a socio unico) établie et existante selon les lois de l'Italie ayant son siège social à 20/D, Viale G. G. Felissent, 31020 Villorba (TV), Italie et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Trévise sous le numéro 00193320264,

actionnaire unique de la Société, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale en conformité avec l'article 67 (1) deuxième paragraphe de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée,

ici représentée par Mme Laetitia Zuanel, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé le 10 août 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'actionnaire unique de la société anonyme établie selon le droit Luxembourgeois sous la dénomination «Benetton Real Estate International S.A.» (ci-après, la Société), ayant son siège social 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du, Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.876, constituée par acte de Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 608 en date du 7 août 2001 et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

II. Le capital social de la Société est fixé à cent seize millions six cent mille Euros (EUR 116.600.000,00) représenté par onze millions six cent soixante mille (11.660.000) actions, ayant une valeur nominale de dix Euro (EUR 10,00) chacune.

III. Il est prévu de procéder à une fusion en vertu de laquelle la Société doit être absorbée par Schematrentanove S.p.A., prénommée (la Société Absorbante et collectivement désignée avec la Société, les Sociétés Fusionnantes), (la Fusion).

IV. Pour la mise en œuvre de la Fusion entre les Société Fusionnantes, un projet commun de fusion pour la fusion transfrontalière par absorption de la Société par la Société Absorbante (le Projet Commun) a été établi et signé, lequel stipule les conditions de la Fusion projetée. Le Projet Commun a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1694, en date du 9 juillet 2015 et publié auprès du Journal Officiel Italien en date du 27 Juin 2015, conformément à la loi nationale applicable à la Société Absorbante.

V. Après délibération, l'actionnaire unique adopte les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'actionnaire unique prend note et ratifie l'accomplissement des conditions suivantes, préliminaires à la Fusion:

a) Les organes d'administration de chacune des Sociétés Fusionnantes ont adopté la Proposition de Fusion et le Projet Commun, qui a été publié conformément aux dispositions de l'article 262 de la Loi Luxembourgeoise au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1694 en date du 9 juillet 2015 et publié auprès du Journal Officiel Italien en date du 27 juin 2015 conformément à la loi nationale applicable à la Société Absorbante.

b) Les documents prévus à l'article 267 de la loi luxembourgeoise (la Loi Luxembourgeoise) et par l'article 2501 septies du Code Civil italien (la Loi Italienne), ont été disponibles pour consultation au siège de la Société pendant une période d'au moins un mois précédant la date des présentes résolutions.

c) L'actionnaire unique de la Société a reçu et pris connaissance de tout document financier et juridique lié à la Fusion.

#### *Deuxième résolution*

L'actionnaire unique approuve le Projet Commun, aux termes desquels la Société fusionne et est absorbée par la Société Absorbante, et transfère à la Société Absorbante tous ses actifs et tous ses passifs, sans restriction ni limitation, par trans-

mission universelle de patrimoine, y incluses sa succursale lituanienne dénommée Benetton Real Estate International S.a. Filiales, située à Avenue Gedimino, 5.A, Vilnius, Lituanie ainsi que les participations indiquées dans le tableau ci-dessous:

Participations	Numéro d'enregistrement	Siège social	Nombre d'actions / valeur nominale
Benetton France S.à r.l	390 302 768	37, rue de Châteaudun - 75009 PARIS (France)	n. 6.528.590 actions/ valeur nominale € 15,24 chacune
Benetton 2 retail Comercio de Productos Texteis SA	56523	Rua De Santa Catarina, 181, 4000- 450 Porto, Santo Ildefonso Porto, Portugal	n. 500 actions/ valeur nominale € 1,00 chacune
Benetton Real Estate Austria GmbH	FN199 918 Y	Wollzeile 3/Lugeck 6, 1010 Wien, Autriche	n. 1 action avec valeur nominale € 2.425.000,00
Benetton Realty Portugal Imobiliaria SA	NIPC 503 559 911	Rua de Santa Catarina, n 181, freguesia de Santo Ildefonso, 4000-450 Porto, Portugal	n. 19.920 actions valeur nominale € 5,00 chacune
Benetton Real Estate Belgique SA	0450.365.456	Rue Neuve 9/-11, 1000 Bruxelles, Belgique	n. 1.432.821 actions sans valeur nominale
Real Estate Russia OOO	51477462895326	3, Bolshoy Gnezdnikovskiy Pereulok,125009 Moscou, Russie	n. 1.200.100 actions / valeur nominale RUR 100,00 chacune
Property Russia OOO	5147746345005	3, Bolshoy Gnezdnikovskiy Pereulok, 125009 Moscou, Russie	n. 100 actions / valeur nominale RUR 100,00 chacune
Benetton Latvia LLC	40003856978	Krisjana Barona iela 29-9, Riga LV-1011 – Lettonie	No. 6.300 actions / valeur nominale de LVL 100,00 chacune
Hotel Union LLC	70351945	Boulevard Bill Clinton Bl 5/H1 no.1, Pristina, Kosovo	n. 16.000 actions / valeur nominale € 200,00 chacune
Benetton Real Estate Kazakhstan LLP	81336-1910-TOO (IU)	157 Shevchenko Str., Almalinskiy district, Almaty, Kazakhstan	n. 1 action avec valeur nominale de KZT 62.920.000,00
Real Estate Ukraine LLC	34495354	42-A Khreschatyk Str., Kiev - 01001 Ukraine	n.1 action avec valeur nominale USD 7.921,00
Benetton Real Estate Azerbaijan LLC	1107-T24-4335	Cafar Cabbarli Street 44, Baku AZ1010 - Republic of Azerbaijan	n. 100 actions/ valeur nominale USD 1.300,00 chacune
Kaliningrad Real Estate OOO	5147746289554	3, Bolshoy Gnezdnikovskiy Pereulok, 125009 Moscou, Russie	n. 100 actions / valeur nominale RUR 100,00 chacune
Benetton Nekretnine d.o.o.- Sarajevo	MBS 65-01-0380-12	Dalmatinska 6 , Sarajevo Sarajevo-Centar Bosnie Herzégovine	n. 1 action avec valeur nominale de BAM 20,00
Benetton Istanbul Real Estate Emlak Yatirim ve Insaat Ticaret Limited irketi	647534	Buyukdere Caddesi, Noramin Is Merkezi, B/4, 34398 Maslak, Istanbul, Turquie	n. 1.370.655 actions/ valeur nominale TL 25,00 chacune
Benetton International Kish P.J.S.C.	6115	Shop n. 49, 1 <sup>st</sup> Floor, (com 1), Sadaf Building, Faze 4 of Sadaf Town, île de Kish	n. 98 actions / valeur nominale IRR 1.000.000,00 chacune
Benetton Realty Sukhbaatar LLC	5258642	Suite 409, Bridge Group Building, Enhtaivni Avenue - 13343 Ulaanbaatar, Mongolie	n. 1 action avec valeur nominale MNT 115.000.000
Benetton Mexicana S.A de C.V.	(Indisponible)	Lago Zurich 245, Piso 14-02 Colonia Ampliación Granada, Delegación Miguel Hidalgo, C.P. 11520 México, D.F. México	N. 108 actions / valeur nominale MXN 1,00 chacune

99932

Olimpias Manufacturing	B113732003	Route de Sousse - Oued Hamdoun, 5012 Sahline -Tunisie	n. 2 actions / valeur nominale TND 100,00 chacune
Tunisia Sàrl			
Benetton de Commerce International Tunisie Sàrl	B24225092010	Route de Sousse Mahdia; ML 82 5012, Tunisie	n. 1 action avec valeur nominale TND 100,00

#### *Troisième résolution*

L'actionnaire unique prend note que la Fusion prendra effet en accord avec les dispositions de la loi nationale de la Société Absorbante, la loi Italienne et entrera donc en effet (la Date d'Effet) au jour où la Fusion est enregistrée auprès du Registre de Commerce de Trévis, à moins qu'une date subséquente soit prévue dans l'acte de fusion. La Fusion entraîne de plein droit les effets suivants à compter de la Date d'Effet, conformément à l'article 272 de la Loi Luxembourgeoise et à la Loi Italienne:

- la Société Absorbante acquiert, par transmission universelle de patrimoine, tous les actifs et passifs (patrimoine entier) de la Société et la Société Absorbante devient l'ayant droit à titre universel de la Société;
- la Société cesse d'exister;
- annulation des actions de la Société;
- toutes autres conséquences énumérées dans le Projet Commun.

Par suite l'actionnaire unique reconnaît que la Société Absorbante est définitivement propriétaire des actifs et passifs qui lui ont été transmis par la Société dans le cadre de la Fusion à compter de la Date d'Effet et qu'elle a la jouissance desdits actifs et passifs à compter également de la Date d'Effet.

#### *Quatrième résolution*

L'actionnaire unique accorde pleine et entière décharge aux membres du conseil d'administration de la Société pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la Date d'Effet.

#### *Cinquième résolution*

Les documents et pièces comptables relatifs à la Société resteront conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège social de la Société Absorbante.

#### *Sixième résolution*

L'actionnaire unique constate que les statuts de la Société Absorbante sont attachés au Projet Commun.

#### *Septième résolution*

L'actionnaire unique reconnaît que le conseil d'administration de la Société Absorbante conservera sa composition et que tous les droits de celui-ci, tels qu'ils existent actuellement, sont enregistrés auprès du Registre des Sociétés de Trévis.

#### *Certificat de réalisation définitive de la Fusion*

Le notaire instrumentaire certifie que, conformément à l'article 271 (2), premier alinéa de la Loi Luxembourgeoise:

- la Fusion a été régulièrement réalisée conformément aux lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg,
- toutes les formalités, dépôts ou publications y relatives ont été régulièrement accomplis.

En vertu de l'article 273ter (3) de la Loi Luxembourgeoise, la radiation de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg s'effectue à partir de la date à laquelle la notification par le Registre des Sociétés de Trévis de la prise d'effet de la Fusion en Italie a été reçue par le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par ses nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Zuanel, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 août 2015. Relation: EAC/2015/18696. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015137084/302.

(150148877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

**UBS Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.210.

*Mitteilung an die Anteilinhaber von  
UBS (Lux) Equity Fund - Small & Mid Caps Japan (JPY)  
und UBS (Lux) Equity Fund - Japan (JPY)  
(im Nachfolgenden als „Anteilinhaber“ bezeichnet)*

Die Verwaltungsgesellschaft von UBS (Lux) Equity Fund (der „Fonds“) möchte Sie von der Entscheidung in Kenntnis setzen, den Subfonds UBS (Lux) Equity Fund - Small & Mid Caps Japan (JPY) (der „übertragende Subfonds“) mit Wirkung vom 22. September 2015 (das „Datum des Inkrafttretens“) mit dem Subfonds UBS (Lux) Equity Fund - Japan (JPY) (der „übernehmende Subfonds“) (beide gemeinsam als die „Subfonds“ bezeichnet) zu verschmelzen (die „Verschmelzung“).

Da die Nettovermögenswerte des übertragenden Subfonds auf ein Niveau gefallen sind, auf dem eine wirtschaftlich vertretbare Verwaltung des übertragenden Subfonds nicht mehr möglich ist, und aufgrund der Tatsache, dass beide Subfonds von demselben Portfoliomanager verwaltet werden, ist es nach Ansicht der Verwaltungsgesellschaft im besten Interesse der Anteilinhaber, den übertragenden Subfonds gemäß Artikel 12.2 des Verwaltungsreglements des Fonds mit dem übernehmenden Subfonds zu verschmelzen.

Zum Datum des Inkrafttretens werden die Anteile des übertragenden Subfonds, die mit dem übernehmenden Subfonds verschmolzen werden, in jeder Hinsicht die gleichen Rechte haben wie die vom übernehmenden Subfonds ausgegebenen Anteile.

Die Verschmelzung wird auf der Grundlage des Nettoinventarwerts je Anteil zum 22. September 2015, Cut-off-Zeitpunkt 13.00 Uhr MEZ (das „Referenzdatum“), erfolgen. Im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des übertragenden Subfonds dem übernehmenden Subfonds zugerechnet. Die Zahl der dadurch auszugebenden neuen Anteile wird am Datum des Inkrafttretens auf Basis des Umtauschverhältnisses entsprechend dem Nettoinventarwert je Anteil des übertragenden Subfonds am Referenzdatum im Vergleich zu entweder (i) dem Erstausgabepreis der entsprechenden übernehmenden Anteilklasse des übernehmenden Subfonds - sofern diese Anteilklasse vor dem Referenzdatum noch nicht ausgegeben wurde - oder (ii) dem Nettoinventarwert je Anteil der übernehmenden Anteilklasse des übernehmenden Subfonds am Referenzdatum berechnet. Die Verschmelzung bringt für die Anteilinhaber folgende Änderungen mit sich:

	<b>UBS (Lux) Equity Fund - Small &amp; Mid Caps Japan (JPY)</b>	<b>UBS (Lux) Equity Fund - Japan (JPY)</b>
Anteilklassen des übertragenden Subfonds	P-acc (ISIN: LU0049845281)	P-acc (ISIN: LU0098994485)
Maximale Gebühr p. a.	P-acc: 1,8%	P-acc: 1,5%
Referenzwährung des Subfonds	JPY	JPY
Laufende Gebühren (gemäß den wesentlichen Anlegerinformationen, „KII“)	P-acc: 1,85%	P-acc: 1,55%
Risiko- und Ertragsprofil („SRRI“) gemäß KII	6	6
Anlagepolitik	Der Subfonds investiert hauptsächlich in kleine und mittlere Unternehmen, die ihren Sitz in Japan haben oder überwiegend dort tätig sind. Diese Kategorie umfasst alle Unternehmen, die das untere Viertel der gesamten japanischen Börsenkapitalisierung ausmachen.	Der Subfonds investiert hauptsächlich in Aktien und aktienähnliche Wertpapiere von Unternehmen, die ihren Sitz in dem Land oder der geografischen Region haben, das bzw. die im Namen des jeweiligen Subfonds angegeben ist, oder die überwiegend in dem im Namen des Subfonds angegebenen Land oder der entsprechenden geografischen Region tätig sind.
Cut-off-Zeitpunkt	13.00 Uhr MEZ an einem Geschäftstag	13.00 Uhr MEZ an einem Geschäftstag

Da vor dem Datum des Inkrafttretens unter Umständen ein beträchtlicher Teil seines Vermögens verkauft und in liquide Mittel investiert wird, kann die Verschmelzung die Zusammensetzung des Portfolios des übertragenden Subfonds wesentlich beeinflussen. Etwaige Anpassungen des Portfolios werden vor dem Datum des Inkrafttretens vorgenommen. Wie jede andere Verschmelzung birgt auch die vorliegende Verschmelzung aufgrund der Neustrukturierung des Portfolios des übertragenden Subfonds ein potenzielles Risiko der Performanceverwässerung.

Außerdem bleiben die Merkmale des Subfonds wie die Handelshäufigkeit und die Referenzwährung des Subfonds unverändert. Die Risikokategorie des übernehmenden Subfonds entspricht dem Risiko- und Ertragsprofil („SRRI“) des übertragenden Subfonds. Die maximale pauschale Verwaltungsgebühr des übernehmenden Subfonds ist geringer als die

maximale pauschale Verwaltungsgebühr des übertragenden Subfonds. Die laufenden Gebühren des übernehmenden Subfonds sind geringer als die laufenden Gebühren des übertragenden Subfonds. Die Rechts-, Beratungs- und Verwaltungskosten und -auslagen (mit Ausnahme eventueller Transaktionskosten für den übertragenden Subfonds) in Verbindung mit dieser Verschmelzung werden von der UBS AG getragen und haben weder Auswirkungen auf den übertragenden noch auf den übernehmenden Subfonds.

**Für Anteilinhaber des übertragenden und des übernehmenden Subfonds, die der Verschmelzung nicht zustimmen, ist die Rücknahme ihrer Anteile kostenlos bis zum Cut-off-Zeitpunkt um 13.00 Uhr MEZ am 14. September 2015 möglich. Der übertragende Subfonds wird anschließend für Rücknahmen geschlossen. Ab sofort ist für den übertragenden Subfonds eine Abweichung von dessen Anlagepolitik zulässig, soweit dies für die Anpassung des zugehörigen Portfolios an die Anlagepolitik des übernehmenden Subfonds erforderlich ist. Die Verschmelzung tritt am 22. September 2015 in Kraft und ist bindend für alle Anteilinhaber, die keine Rücknahme ihrer Anteile beantragt haben.**

Anteile des übertragenden Subfonds wurden bis zum Donnerstag, 13. August 2015 (Cut-off-Zeitpunkt 13.00 Uhr MEZ) ausgegeben. Am Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung werden die Anteilinhaber des übertragenden Subfonds in das Register der Anteilinhaber des übernehmenden Subfonds eingetragen und sind darüber hinaus in der Lage, ihre Rechte als Anteilinhaber des übernehmenden Subfonds auszuüben, so z. B. das Recht, den Rückkauf, die Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen des übernehmenden Subfonds zu beantragen.

PricewaterhouseCoopers, Société cooperative, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxemburg, wurde mit der Erstellung eines Berichts beauftragt, in dem die in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe a bis c Klausel 1 des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das „Gesetz von 2010“) vorgesehenen Bedingungen zum Zwecke dieser Verschmelzung überprüft werden. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Anteilinhabern rechtzeitig vor der Verschmelzung auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Ferner wird PricewaterhouseCoopers mit der Überprüfung des tatsächlichen Umtauschverhältnisses beauftragt, das am Tag der Berechnung des Umtauschverhältnisses festgelegt wird, so wie dies in Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe c Klausel 2 des Gesetzes von 2010 vorgesehen ist. Ein Exemplar dieses Berichts wird den Anteilinhabern auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt. Darüber hinaus wird den Anteilinhabern des übertragenden Subfonds nahegelegt, die KII für den übernehmenden Subfonds zu lesen, die online unter [www.ubs.com/funds](http://www.ubs.com/funds) verfügbar sind. Anteilinhaber, die weiterführende Informationen wünschen, können sich an die Verwaltungsgesellschaft wenden. Darüber hinaus wird darauf hingewiesen, dass Anleger hinsichtlich ihrer Beteiligungen an Investmentfonds möglicherweise steuerpflichtig sind. Bei steuerlichen Fragen im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung wenden Sie sich bitte an Ihren Steuerberater.

Luxemburg, den 14. August 2015.

*Die Verwaltungsgesellschaft .*

Référence de publication: 2015138617/755/93.

**GWC Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6581 Rosport, 2, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 197.695.

—  
STATUTS

L'an deux mille quinze.

Le onze juin.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Gérard WENGLER, gérant de sociétés, demeurant à L-6581 Rosport, 2a, rue Neuve.

Lequel comparant, a déclaré former par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 telles qu'elles ont été modifiées et par les présents statuts.

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs associés. L'associé unique peut s'adjoindre à tout moment un ou plusieurs coassociés, et de même les futurs associés peuvent prendre les mesures tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

**Art. 2.** La Société a pour objet l'assistance, la consultance, la gestion, ainsi que l'organisation et la formation en commercialisation et marketing.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de GWC Conseil S.à r.l..

**Art. 5.** Le siège social est établi à Rosport.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'une décision de l'associé unique ou du consentement des associés en cas de pluralité d'eux.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125.-) chacune, toutes attribuées à Monsieur Gérard WENGLER, gérant de sociétés, demeurant à L-6581 Rosport, 2a, rue Neuve.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 9.** Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Dans le cas de l'alinéa 2 le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant et, pour autant que les statuts le prévoient, aux autres héritiers légaux.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréés et qui n'ont pas trouvé un cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux gérants par exploit d'huissier et notifiée aux associés par pli recommandé à la poste.

Toutefois, pendant le dit délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'art. 199 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures, soit par un tiers agréé par eux, soit par la société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé, en cas de désaccord, par les tribunaux.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'art. 1690 du Code civil.

**Art. 10.** Le décès de l'associé unique ou de l'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne met pas fin à la société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers de l'associé unique ou d'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 12.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'associé unique ou par l'assemblée des associés. La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 14.** L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique visées à l'alinéa qui précède sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

**Art. 15.** En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

**Art. 17.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 18.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

**Art. 19.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou par les associés en cas de pluralité d'eux, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales.

#### *Libération du capital social*

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice commence le jour de sa constitution et se termine le 31 décembre 2015.

#### *Evaluation*

Les frais incombant à la société du chef des présentes sont évalués à environ mille Euros (€ 1.000.-).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social, a pris en outre les résolutions suivantes:

1.- Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Gérard WENGLER, gérant de sociétés, né à Echternach, le 21 janvier 1953, demeurant à L-6581 Rosport, 2a, rue Neuve.

2.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3.- L'adresse de la société est fixée à L-6581 Rosport, 2, rue Neuve.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné au comparant, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. WENGLER, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 juin 2015. Relation: GAC/2015/4971. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 17 juin 2015.

Référence de publication: 2015094373/114.

(150104667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

---

#### **Glanbia Cheesip-Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 193.121.

Lors du conseil d'administration de la personne morale de droit étranger tenu en date du 13 mai 2015, les administrateurs ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de la succursale, avec effet au 30 avril 2015 et pour une période indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Pascale Nutz, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de la succursale, avec effet au 30 avril 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015100438/15.

(150111108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

---